

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 13 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAVIPLAST 52

Zone industrielle Les Moullières
B.P. n°6
52600 Chalindrey

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 juin 2024 dans l'établissement SAVIPLAST 52 implanté Zone industrielle Les Moullières B.P. n°6 52600 Chalindrey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été mise en place dans le cadre du Plan pluriannuel de contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVIPLAST 52
- Zone industrielle Les Moullières B.P. n°6 52600 Chalindrey
- Code AIOT : 0005701300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SAVIPLAST 52 (ex DECOMEP) de Chalindrey assure l'application de peinture sur des accessoires de construction automobile (coques de rétroviseurs, barres de toits, éléments de taille réduite...). Cette activité se répartit sur une chaîne d'application principale (L1) et, en moindre mesure, sur une chaîne d'appoint (L2). Les produits appliqués sont imposés par les clients de l'entreprise et sont principalement constitués de peintures solvantées. Le site n'applique pas de peinture à base aqueuse.

Après une phase de difficultés financières de la société DECOMEP l'ayant placée en redressement judiciaire en 2013-2014, la société a été reprise par la société SAVIPLAST.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des VLE	AP de Mise en Demeure du 11/02/2021, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
3	Rejets diffus	Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	COV Spécifiques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.8	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejet décapage et préparation	Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.3	Mise en demeure, respect de prescription
4	Plan de Gestion des Solvants	Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré les nombreux signalements et courriers de l'inspection, le site n'est toujours pas conforme pour ce qui concerne ses rejets de COV. L'inspection note cependant que de nombreux efforts ont été consentis et devraient permettre un retour à la conformité d'ici mi 2025.

L'inspection propose par conséquent de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à plusieurs prescriptions non respectées et de déposer un rapport à porter à connaissance explicitant les travaux entrepris et leurs conséquences.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/02/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Prescription contrôlée : La société SAVIPLAST 52 est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite ZI Les Moulières à CHALINDREY, sous un délai de douze mois : de respecter les valeurs limites de rejets de COV fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut respecter l'émission annuelle cible fixée par le Plan de Gestion des Solvants de l'établissement
Constats : Dans son courrier du 27 juillet 2023, l'exploitant rapporte que lors de la visite inopinée du 15/11/2022 les rejets étaient conformes en zone 4 et 5 et non conformes sur les cheminées 1 et 3. Il explique que cela était dû à un retard de livraison de la part d'un fournisseur et précise que « malgré cette dérive ponctuelle, de manière générale, les valeurs sont conformes [...] comme l'indique le PGS de l'année 2022 ». Il ajoute qu'un contrôle DEKRA daté du 13/03/2023 démontre la conformité des rejets en fonctionnement normal de la chaîne 1 à l'exception des émissions de l'étuve (Concentration 148 mg/Nm ³ (moyenne des 3 prélèvements) contre 50 mg/Nm ³), non encore raccordée aux filtres à l'époque. L'inspection note que les rejets n'étaient pas conformes en 2023. L'exploitant a déclaré que les travaux de raccordement de l'ensemble des conduits aux filtres à charbon ont pris du retard mais seront achevés mi-septembre 2024 . Le contrôle annuel 2024 des rejets sera effectué dès que le raccordement sera effectif. Par ailleurs, l'exploitant a déclaré tester de nouvelles peintures à haut extrait sec qui permettent de baisser de moitié la consommation de solvants. L'exploitant a déclaré que 100 % de la

production serait réalisé avec ce type de peinture à la mi 2025.
L'inspection considère que les actions engagées par l'exploitant sont susceptibles de conduire à un retour à la conformité et propose de mettre en demeure l'exploitant de fournir un porter à connaissance détaillant les modifications mises en œuvre (notamment raccordement des différents conduits et modification des peintures), l'impact sur la qualité des rejets dans l'environnement et les conséquences sur les prescriptions qui s'appliquant à l'établissement (VLE, nombre de conduits répertoriés, ...)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 9 mois

N° 2 : Rejet décapage et préparation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée : Valeurs limites en concentration dans les rejets atmosphériques : Conduit n°1 (local préparation) : - COV : 110 mg/Nm3 Conduit n°10 (four) : - Poussières : 100 mg/Nm3 - COV : 20 mg/Nm3.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils : [...] Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p>Constats : Lors de la visite du 8 décembre 2022, il avait été constaté que le conduit n°1, qui capte les COV émis par les produits bruts (peintures, apprêts, diluants...) lors de leur ouverture et de leur mélange, n'était associé à aucun traitement avant rejet. Les résultats d'autosurveillance issus du rapport du 15/03/2022 montraient des dépassements en concentration de la moyenne des trois prélèvements effectués (132 mg/m³) et l'un des prélèvements dépassait 1,5*VLE (240 mg/m³ contre 165 mg/m³).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le local de préparation et l'étuve sont désormais bien raccordés au système global de filtration à charbon de l'installation.</p> <p>Par ailleurs, les VLE mesurées en 2023 sont désormais conformes sur tous les conduits sauf sur « Etuve Chaîne 1 » voir constat n° 1. L'exploitant a déclaré que les travaux de raccordement de l'ensemble des conduits aux filtres à charbon ont pris du retard mais seront achevés mi-septembre 2024 . Le contrôle annuel 2024 des rejets sera effectué dès que le raccordement sera effectif. L'inspection considère que les actions engagées par l'exploitant sont susceptibles de conduire à un retour à la conformité et propose de ne pas proposer de suites.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets diffus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets diffus
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions diffuses de Composés Organiques Volatils ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.
Constats : Dans le Plans de Gestion des Solvants établi pour 2021, les rejets diffus de COVnm sont estimés à 30,1 tonnes, pour une quantité de solvants utilisée de 90,8 tonnes. Le taux d'émission diffuses est donc de 33 %. Dans le PGS 2022, il est de 19,3 % et dans celui de 2023 il est de 40,55 % ce qui représente le double de la valeur limite fixée à 20 %. L'inspection note que les diffus ne sont pas maîtrisés dans le temps, qu'ils sont non conformes en 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : PGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants détaillé mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées. Avant le 30 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation
Constats : Les plans de gestion des solvants couvrant les années 2022 et 2023 ont été envoyés à l'Inspection à sa demande. Les actions mises en œuvre pour revenir à la conformité sont les suivantes (Sur la chaîne 1 qui représente 98% de l'activité) : <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la fréquence de changement des filtres à charbon, pour diminuer les rejets diffus avec un coût d'entretien très importants (plus de 30 K€ par mois hors coûts de main d'œuvre interne et consommation énergétique), • Raccordement du conduit n°5 bis et du local préparation peinture au système de filtre à charbon (achevé mi-juillet 2024), • Changement des pompes et des pistolets de peinture (fin 2023) pour améliorer l'application de peinture et diminuer les rejets diffus • Développer des formulations de peinture à « haut extrait sec » pour diminuer les consommations de solvants (objectif 70 %). <p>Les factures ont été fournies lors de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : COV Spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, COV spécifiques
Prescription contrôlée : Les Composés Organiques Volatils spécifiques sont des substances qui sont soit visées par l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, soit des substances auxquelles sont liées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié.

Dans le cas présent, la société n'est pas autorisée à consommer ou à émettre de Composés Organiques Volatils spécifiques dans le cadre de ses activités sur son site de Chalindrey.

Constats :

Le PGS 2023 fourni mentionne qu'« aucun des composés recensés ne présente la phrase de risque H350, H350i, H340, H341 ou H351, H360 D et H360F dans les produits utilisés par la société ».

A la suite de la visite, l'exploitant s'est rendu compte que le PGS 2023 ne comportait pas toutes les molécules utilisées et a lancé sa révision. L'exploitant a confirmé à l'oral post visite que des composés contenant des CMR étaient bien toujours utilisés sur le site. Le PGS 2023 est donc erroné sur ce point et l'installation utilise toujours des COV spécifiques.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'art 2.2.8 de l'arrêté préfectoral du 11/09/2017.

CMR (composés Cancérigènes, Mutagènes, Reprotoxiques)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois